
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 42

Bill No. 42

Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives

An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation

Première lecture

First reading

M. BIENVENUE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet a pour objet de fixer au mois de juin 1977 au lieu de juin 1976 la tenue des prochaines élections scolaires dans l'île de Montréal.

L'article 2 vise principalement à traiter d'une façon plus spécifique et adéquate des emprunts à court terme et à long terme du Conseil, notamment à établir un ordre de priorité des créanciers et à conférer aux obligations et billets du Conseil le titre de placements au sens de l'article 981o du Code civil.

L'article 3 reporte du 31 décembre 1975 au 31 décembre 1976 l'obligation qu'avait le Conseil de soumettre ses recommandations au ministre de l'éducation quant à l'élaboration d'un plan de restructuration scolaire de l'île de Montréal.

L'article 4 accorde au Conseil le pouvoir de donner aux commissions scolaires des autorisations générales et permet ainsi d'éviter que le Conseil ait à approuver une à une certaines dépenses d'immobilisations de moindre importance.

L'article 5 permet aux contribuables de l'île de Montréal de bénéficier des effets des règles et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter suivant l'article 373 de la loi en ce qui concerne la valeur imposable des propriétés inscrites au rôle d'évaluation.

Les articles 6 et 7 sont de concordance.

L'article 8 vise à assurer une certaine uniformité quant aux délais et modalités de versements au Conseil des taxes perçues pour lui. En outre, les arriérés de tels versements sont assujettis à un intérêt.

EXPLANATORY NOTES

The object of section 1 of this bill is to set June 1977 rather than June 1976 as the date for the holding of the next school elections on the island of Montreal.

Section 2 is mainly designed to make more specific and adequate provision for short-term and long-term borrowings by the Council, and especially to assign rank to the creditors and to declare bonds and notes of the Council to be investments within the meaning of article 981o of the Civil Code.

Section 3 sets back the date from 31 December 1975 to 31 December 1976 when the Council is obliged to submit its recommendations to the Minister of Education regarding a plan of school reorganization for the island of Montreal.

By section 4, the Council is empowered to give general authorizations to the school boards, thereby obviating the requirement for the Council to give individual attention to every minor capital expenditure.

Under section 5, taxpayers of the island of Montreal are entitled to profit from any rules and conditions that may be prescribed by the Lieutenant-Governor in Council pursuant to section 373 of the act, concerning the taxable value of the properties inscribed on the valuation roll.

Sections 6 and 7 are concordance provisions.

Section 8 is designed to provide a degree of uniformity in the matter of delays and terms and conditions affecting payments to the Council of the taxes which it collects. Arrears in such payments are also made subject to an interest charge.

Quant à l'article 9, il établit que les ajustements nécessités par la tenue à jour du rôle se feront trois fois par année, soit lors des versements prévus à l'article 4 et en juillet.

L'article 10 et 11 sont de concordance avec l'article 2.

Les articles 12 à 14 visent à permettre d'une façon claire aux caisses d'épargne et de crédit, à la Caisse de dépôt et placement du Québec et aux assureurs d'acheter des valeurs émises par le Conseil.

Section 9 provides that the adjustments that become necessary as the roll is kept up to date are to be made thrice yearly, namely, at the times of payment provided for in section 4, and in July.

Sections 10 and 11 provide concordance with section 2.

Sections 12 to 14 are intended to give a clear right to Savings and Credit Unions and the Québec Deposit and Investment Fund to purchase securities issued by the Council.

Projet de loi n^o 42

Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Nonobstant le quatrième alinéa de l'article 616 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), l'élection générale des commissaires d'écoles visés dans ledit article ne se tiendra qu'en 1977; le mandat des commissaires et des membres du Conseil qui devait prendre fin le jour de l'élection générale de 1976 est prolongé, à compter du 14 juin 1976, jusqu'au jour de l'élection générale de 1977.

2. L'article 592 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est remplacé par les articles suivants:

« **592.** Le Conseil peut en outre:

a) assumer les hypothèques sur les immeubles qu'il acquiert;

b) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

c) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

d) acquérir, posséder, louer, prendre à bail, détenir, administrer et aliéner des biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre sans être

Bill No. 42

An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Notwithstanding the fourth paragraph of section 616 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), the general election of school commissioners mentioned in the said section shall not be held until 1977; the term of office of the commissioners and of the members of the Council which was to terminate on the day of the general election in 1976 is extended, as of 14 June 1976, until the day of the general election in 1977.

2. Section 592 of the Education Act (Revised Statutes 1964, chapter 235), enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is replaced by the following sections:

"**592.** The Council may also:

(a) assume the hypothecs on the moveables it acquires;

(b) invest its funds in any manner considered suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(c) accept any gift, legacy or other liberality;

(d) acquire, possess, lease, hold, administer and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title, without being subject

assujetti à la Loi de la mainmorte (chap. 276);

e) adopter des règlements pour sa régie interne;

f) conclure des conventions, pour fins scolaires, avec toute personne, institution ou corporation.

Le conseil ne peut toutefois acquérir, aliéner un immeuble, le construire, l'agrandir, le transformer ou le démolir sans l'autorisation du ministre, lorsque le coût de l'opération excède \$100,000; il ne peut non plus, sans cette autorisation, prendre à bail un immeuble pour plus de trois ans ou pour un loyer annuel de plus de \$100,000.

Aux fins de l'alinéa précédent, le ministre peut accorder une autorisation générale selon les modalités et conditions qu'il détermine.

« **592a.** Le Conseil peut aussi, pour ses besoins et ceux des commissions scolaires, contracter des emprunts temporaires dont le terme n'excède pas un an, par tout mode qu'il juge approprié.

À cette fin, le Conseil établit, par résolution, le montant maximum et les modalités de tels emprunts. Toute résolution ainsi adoptée doit être approuvée par le ministre.

« **592b.** Le Conseil peut également, aux fins visées dans l'article 592a, avec l'approbation du ministre de l'éducation et du ministre des affaires municipales, contracter des emprunts à long terme.

À cette fin, le Conseil peut émettre des obligations ou autres titres ou valeurs, mais seulement en vertu et sous l'autorité de résolutions indiquant :

1° Les fins pour lesquelles les obligations ou autres titres ou valeurs sont émis;

2° Le montant total de l'émission;

3° Les dates d'échéance des obligations ou autres titres ou valeurs;

4° Les taux maxima de l'intérêt qui pourra être payé;

5° Tous les autres détails se rattachant à l'émission.

Avec la seule autorisation du ministre de l'éducation, le Conseil peut vendre les obli-

to the Mortmain Act (Chap. 276);

(e) adopt by-laws for its internal management;

(f) make agreements for school purposes with any person, institution or corporation.

The Council shall not however acquire, alienate, construct, enlarge, alter or demolish an immoveable without the authorization of the Minister when the cost of the operation exceeds \$100,000; it shall not, without such authorization, lease an immoveable for more than three years or for an annual rental exceeding \$100,000.

For the purposes of the preceding paragraph, the Minister may grant a general authorization on such terms and conditions as he may determine.

“**592a.** The Council may also, for its own needs as well as for the needs of the school boards, make temporary borrowings for a term not exceeding one year, by any means it may see fit.

For that purpose, the Council shall by resolution establish the maximum amount and the terms and conditions of such borrowings. Every resolution so adopted must be approved by the Minister.

“**592b.** For the purposes set out in section 592a, the Council may also with the approval of the Minister of Education and the Minister of Municipal Affairs, make long-term borrowings.

For that purpose, the Council may issue bonds or other evidences of indebtedness or securities, but only by virtue and authority of resolutions setting forth:

(1) The purposes for which the bonds or other evidences of indebtedness or securities are issued;

(2) The total amount of the issue;

(3) The dates of maturity of the bonds or other evidences of indebtedness or securities;

(4) The maximum rates of interest that may be paid;

(5) All other details attaching to the issue.

With the authorization of the Minister of Education alone, the Council may sell

gations ou autres titres ou valeurs qu'il est ainsi autorisé à émettre.

Les fonds requis pour l'amortissement du principal et le paiement des intérêts des obligations ou autres titres ou valeurs émis par le Conseil proviennent des revenus généraux du Conseil et des commissions scolaires; les obligations ou autres titres ou valeurs constituent un engagement direct, général et inconditionnel du Conseil et des commissions scolaires et prennent rang concurremment et *pari passu* avec tous les autres engagements du Conseil et des commissions scolaires relatifs à des emprunts de deniers non garantis par hypothèque ou autre charge.

« **592c.** Toute obligation émise par le Conseil doit, avant sa livraison, être revêtue du sceau du ministre des affaires municipales et d'un certificat du ministre des affaires municipales ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que la résolution qui autorise son émission a été approuvée par le ministre des affaires municipales et que cette obligation est émise conformément à cette résolution.

Toute obligation émise en vertu d'une résolution approuvée par le ministre des affaires municipales et portant ce sceau et ce certificat est valide et sa validité ne peut être contestée pour quelque raison que ce soit.

« **592d.** Le taux de l'intérêt consenti par le Conseil sur ses emprunts ou le taux d'escompte consenti sur les billets ou autres effets de commerce émis par le Conseil ne peut excéder celui qui est fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (chap. 171).

« **592e.** Le Conseil peut autoriser une personne qu'il désigne à tenir, en dehors du Québec, à ses lieu et place, un registre devant servir à inscrire les obligations, autres titres ou valeurs remboursables en monnaie étrangère qu'il émet ou qui font déjà partie de sa dette obligatoire. Le registre sert à insérer les noms, prénoms et adresses des détenteurs originaires ou

the bonds or other evidences of indebtedness or securities it is hereby authorized to issue.

The funds required for the amortization of the principal and the payment of interest on the bonds or other evidences of indebtedness or securities issued by the Council shall be derived from the general revenue of the Council and the school boards; the bonds or other evidences of indebtedness or securities constitute a direct, general and unconditional undertaking of the Council and of the school boards ranking concurrently and *pari passu* with all other undertakings of the Council and of the school boards in respect of loans of money not secured by hypothec or other encumbrance.

« **592c.** Before being delivered, every bond issued by the Council shall be stamped with the seal of the Department of Municipal Affairs and provided with a certificate of the Minister of Municipal Affairs or of a person specially authorized by him testifying that the resolution authorizing the issue thereof has been approved by the Minister of Municipal Affairs and that such bond is issued in accordance with that resolution.

Every bond issued by virtue of a resolution approved by the Minister of Municipal Affairs that bears such seal and certificate is valid and its validity cannot be contested for any reason.

« **592d.** The rate of interest granted by the Council on its borrowings or the discount rate granted on the notes or other commercial instruments issued by the Council shall not be in excess of that fixed in virtue of section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Chap. 171).

« **592e.** The Council may authorize a person designated by it to keep, in its place and stead, a register for the entry of the bonds or other evidences of indebtedness or securities redeemable in foreign currency issued by it or already included in its bonded indebtedness. The register will also serve for the entry of the sur-names, given names and addresses of the

des cessionnaires des obligations, autres titres ou valeurs remboursables en monnaie étrangère, le montant, la date d'émission et le numéro de ces obligations, autres titres ou valeurs, ainsi que la date à laquelle l'inscription y est faite.

Les articles 23 et 24 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (chap. 171) cessent dès lors de s'appliquer à l'égard des obligations, autres titres ou valeurs dont il s'agit.

« **592f.** Le Conseil constitue une corporation scolaire au sens de l'article 981o du Code civil. »

3. L'article 593 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots et chiffres « 31 décembre 1975 » par les mots et chiffres « 31 décembre 1976 ».

4. L'article 620 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

« Aux fins de l'alinéa précédent, le ministre peut accorder une autorisation générale selon les modalités et conditions qu'il détermine. Le Conseil peut de la même façon accorder une autorisation générale à toute commission scolaire. »

5. L'article 632 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972 et modifié par l'article 81 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots et chiffres « de l'article 630 de la présente loi », par ce qui suit : « des règles et conditions qui peuvent être décrétées de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant l'article 373 quant à la valeur imposable pour fins scolaires des propriétés inscrites au rôle d'évaluation ».

6. L'article 636 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972,

original holders or transferees of the bonds or other evidences of indebtedness or securities redeemable in foreign currency, the amount, date of issue and number of each such bond or other evidence of indebtedness or security, and the date on which each such entry is made.

Sections 23 and 24 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Chap. 171) cease from such date to apply in respect of the bonds or other evidences of indebtedness or securities regarding which the entry is made.

“**592f.** The Council is a school corporation within the meaning of article 981o of the Civil Code.”

3. Section 593 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by replacing the words and figures “the 31st of December 1975” in the third and fourth lines of the third paragraph by the word and figures “31 December 1976”.

4. Section 620 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by replacing the fourth paragraph by the following :

“For the purposes of the preceding paragraph, the Minister may grant a general authorization on such terms and conditions as he may determine. The Council may in the same manner grant a general authorization to any school board.”

5. Section 632 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972 and amended by section 81 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the words and figure “section 630 of this act” in the last two lines by the following : “such rules and conditions as may be prescribed by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 373 from time to time respecting the taxable value for school purposes of the properties inscribed on the valuation roll”.

6. Section 636 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes

est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Pour les fins de la perception des taxes scolaires, le commissaire à l'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal doit fournir à la corporation municipale un rôle d'évaluation tenant compte des règles et conditions visées à l'article 632. »

7. L'article 639 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Le commissaire à l'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal doit donner au Conseil tous les renseignements que celui-ci lui demande par écrit au sujet du rôle d'évaluation servant de base à l'imposition des taxes scolaires. »

8. L'article 640 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié par le remplacement des deux derniers alinéas par les suivants :

« Les taxes scolaires visées aux articles 102 à 106 et 117 de la Loi sur l'évaluation foncière doivent être versées au Conseil de la façon prévue à l'article 637.

Les arriérés dans les versements prévus aux deux alinéas qui précèdent portent intérêt de la façon indiquée à l'article 637.

Aux fins de l'article 107 de la Loi sur l'évaluation foncière, le Conseil est substitué à la commission scolaire. »

9. L'article 641 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est remplacé par le suivant :

« **641.** Tout montant additionnel dû par un contribuable par suite de l'application de l'article 86 de la Loi sur l'évaluation foncière ou par suite de la décision finale rendue relativement à une contestation doit être remis au Conseil par la corporation municipale. De même, tout montant remboursé à un contribuable par suite des circonstances susdites doit être remis à la corporation municipale par le Conseil. Ces remises doivent être effectuées le premier jour des mois de février, juillet ou novembre qui suivent la facturation

of 1972, is amended by adding the following paragraph :

"For the purposes of the collection of school taxes, the valuation commissioner of the Montreal Urban Community shall furnish the municipal corporation with a valuation roll, taking into account the rules and conditions referred to in section 632."

7. Section 639 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by adding the following paragraph :

"The valuation commissioner of the Montreal Urban Community must give the Council all the information it requests in writing regarding the valuation roll on the basis of which school taxes are levied."

8. Section 640 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by replacing the last two paragraphs by the following :

"The school taxes referred to in sections 102 to 106 and 117 of the Real Estate Assessment Act must be paid to the Council in the manner provided in section 637.

Arrears of payments provided for in the two preceding paragraphs bear interest in the manner indicated in section 637.

For the purposes of section 107 of the Real Estate Assessment Act, the school board is replaced by the Council."

9. Section 641 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is replaced by the following :

"**641.** Every additional amount owed by a taxpayer pursuant to section 86 of the Real Estate Assessment Act or to a final decision on a contestation shall be remitted to the Council by the municipal corporation. Similarly, every amount reimbursed to a taxpayer as a result of the circumstances mentioned above must be remitted to the municipal corporation by the Council. Such remittances must be effected on the first day of the month of February, July or November, whichever next follows the billing or reimbursement

ou le remboursement par la corporation municipale du montant prévu au présent article, selon la plus rapprochée de ces trois dates. Tout arriéré dans ces remises porte intérêt de la façon indiquée à l'article 637. »

10. L'article 21 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal (1972, chapitre 60) est remplacé par le suivant :

« **21.** Nonobstant l'article 20 de la présente loi, la dette obligataire des commissions scolaires existantes devient, le 1^{er} juillet 1973, la dette obligataire du Conseil; les fonds requis pour l'amortissement du principal et le paiement des intérêts des obligations émises proviennent des revenus généraux du Conseil et des commissions scolaires nouvelles; ces obligations constituent un engagement direct, général et inconditionnel du Conseil et des commissions scolaires nouvelles et prennent rang concurremment et *pari passu* avec tous les autres engagements du Conseil et des commissions scolaires nouvelles relatifs à des emprunts de deniers non garantis par hypothèque ou autre charge. La présente disposition n'annule toutefois pas l'effet de l'article 12 de la Loi des subventions au commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237) dans le cas où des commissions scolaires existantes se sont prévaluées de cet article. »

11. Les articles 22 et 40 de ladite loi sont abrogés.

12. L'article 82 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293), remplacé par l'article 26 du chapitre 59 des lois de 1970, est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du paragraphe *a* du premier alinéa, après les mots « au Québec, », des mots « par le Conseil scolaire de l'île de Montréal, ».

13. L'article 23 de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 23), modifié par l'article 6 du chapitre 27 des lois de

by the municipal corporation of the amount referred to in this section. All arrears of such remittances bear interest in the manner indicated in section 637."

10. Section 21 of the Act to promote school development on the island of Montreal (1972, chapter 60) is replaced by the following:

"**21.** Notwithstanding section 20 of this act, the bonded indebtedness of the existing school boards shall become that of the Council on 1 July 1973; the funds necessary for the amortization of the principal and payment of the interest on the bonds issued shall be derived from the general revenues of the Council and the new school boards: such bonds constitute a direct, general and unconditional undertaking of the Council and new school boards ranking concurrently and *pari passu* with all other undertakings of the Council and new school boards in respect of loans of money not secured by hypothec or other encumbrance. However, this provision does not nullify the effect of section 12 of the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 237) in cases where existing school boards have invoked that section."

11. Sections 22 and 40 of the said act are repealed.

12. Section 82 of the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293), replaced by section 26 of chapter 59 of the statutes of 1970, is amended by adding the words " , by the School Council of the island of Montreal" after the word "Québec" in the fifth line of subparagraph *a* of the first paragraph.

13. Section 23 of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st session, chapter 23), amended by section 6 of chapter 27 of the statutes

1969 et par l'article 47 du chapitre 60 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa après le mot « province », des mots « ou par le Conseil scolaire de l'île de Montréal »;

b) par l'addition, à la fin dudit alinéa, des mots « ou du Conseil ».

14. L'article 244 de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *f*, des mots « , ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

15. L'article 14 de la présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée pour l'entrée en vigueur de l'article 244 de la Loi sur les assurances.

16. Sous réserve de l'article 15, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of 1969 and by section 47 of chapter 60 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by inserting the words "or by the School Council of the island of Montreal" after the word "Province" in the third line of the fourth paragraph;

(b) by adding the words "or the Council" at the end of the said paragraph.

14. Section 244 of the Act respecting insurance (1974, chapter 70) is amended by adding the words ", or the School Corporation of the island of Montreal" at the end of paragraph *f*.

15. Section 14 of this act shall come into force on the date to be fixed for the coming into force of section 244 of the Act respecting insurance.

16. Subject to section 15, this act shall come into force on the day of its sanction.